

LETTRES D'INFORMATIONS : **MENACES**

(Roberto J. PAYRO, pour *La Nación*)

Bruxelles, juillet 1914

Le procès de Madame Caillaux (N. d. T.) absorbe à tel point l'attention de l'opinion publique que l'on ne parle même pas, sauf très incidemment, pour le moment, du terrible ultimatum de l'Autriche à la Serbie, même si cela concerne la paix de l'Europe. Entendons-nous bien: ceux qui suivent avec intérêt le déroulement de la politique internationale n'ont pas pu, bien sûr, s'y tromper ni laisser de côté un événement aussi grave mais il semble qu'ils ont gardé leurs observations et commentaires pour eux-mêmes, parce que personne ne les aurait écoutés. *L'affaire Caillaux* est un feuilleton passionnant, suivi tant en France qu'en Belgique ;

depuis *L'affaire Dreyfus*, il n'y en a pas non plus eu un ayant suscité un intérêt égal ou similaire, plus vivant, davantage empreint de profonde psychologie, bien que l'on ait produit des milliers de volumes dont les auteurs recherchaient cette perfection ; la réalité réserve des trésors que l'on ne peut mettre à jour que grâce à l'esprit de libre examen des Français et en des occasions comme celle-ci.

J'admire cet esprit, ce courage civique que certaines âmes, trop *embastillées* entre les quatre murs d'une morale conventionnelle, considèrent limitrophe de l'amoralité et de la désinvolture. Être suffisamment résolu, je ne dis pas pour y parvenir, mais pour essayer d'atteindre le fond de la vérité, témoigne en effet d'une admirable énergie et d'une grande noblesse. Les compromis, les concessions, les complicités tramées sous prétexte du bien commun ou de l'intérêt général, n'ont jusqu'à présent que

contribué à corrompre les consciences et à faciliter la faute future. Les "*intérêts créés*" n'ont conduit personne à la vertu. Au contraire, quiconque aura suivi, avec attention et dans tous ses détails ce procès, aura vu avec épouvante l'accumulation de mensonges et de réticences intentionnées et intentionnelles, dont ont dû se rendre coupables les uns envers les autres : les politiciens, les journalistes qui défendent Madame Caillaux, ou les politiciens, les journalistes, les financiers qui réclament sa tête avec tellement d'acharnement. Et je ne parle pas des avocats, parce que leur attitude est, comme qui dirait *forcée*, une fois accepté le rôle d'accusateur ou de défenseur, même si cela s'éloigne au point de perdre de vue la justice pure.

Et, comme moi, tous les Belges pensants et actifs – ils sont légion – admirent cet esprit et assistent avec émotion à cet examen implacable des choses qui ne se

sont pas laissées contaminer par les tendances ultra-utilitaristes et arrivistes de l'époque. Ils objecteront seulement que tous les procès n'ont pas été suivis avec une égale amplitude, et que nombreux sont ceux qui ne passent jamais à la surface des choses ; mais rien n'empêche que l'exemple soit imité à l'avenir, pour les petits et les grands, et même s'il ne s'agit pas de ministres, de députés, de financiers et de rédacteurs de grands journaux, même si, au contraire, ce sera le plus triste et le plus indépendant des hommes qui occupera le banc des accusés.

Mais je me rends compte que, influencé par l'atmosphère, je suis en train de marcher sur des plates-bandes appartenant à mes illustres collègues, les correspondants de *La Nación* à Paris, et je ne supprime pas cette note légère, tout simplement parce qu'elle révèle l'attention passionnée que l'on prête en Belgique à une affaire qu'ils sauront traiter avec la

plus grande efficacité.

En revanche, j'insisterai brièvement sur l'ultimatum autrichien, dont nos lecteurs connaîtront les conséquences avant que cette lettre ait pu arriver à Buenos Aires. Cela va sans dire, les conditions imposées par l'Autriche sont décidément inacceptables pour la Serbie et, dès lors, on peut considérer une guerre comme imminente. Circonscrite ? La Russie dit qu'elle ne peut pas se désintéresser des Balkans ; l'Angleterre fait observer que tout ce qui concerne la Méditerranée sera de la plus grande importance pour elle ; l'Allemagne déclare qu'elle ne tolérera l'intervention de personne entre la Serbie et l'Autriche, en l'occurrence qu'elle veut que le petit soit dévoré par le grand ; la France affirme que la Triple Entente a sacrifié constamment ses intérêts les plus sûrs à l'harmonie européenne, qui a permis que des exigences contraires au Droit aient

interrompu les triomphes des armées balkaniques, qui a donné à la Serbie l'ordre d'évacuer l'Adriatique, au Monténégro de lever le siège d'Escutari, qui a accepté l'absurde création de l'Albanie, et mille autres choses d'importance égale ou moindre, que l'on peut considérer comme préjudiciables pour les trois nations ...

Tout cela sent la poudre.

La Belgique, qui n'a rien à gagner dans une guerre, la voit venir avec crainte et fait tous les efforts imaginables pour se préparer à défendre la neutralité de son territoire. Elle a renforcé son armée et consenti de considérables sacrifices financiers pour la rendre véritablement efficace. Son action peut être très importante car, même si par rapport aux grandes puissances il ne s'agit que d'une poignée d'hommes, cette poignée d'hommes peut arrêter ou retarder la marche d'une armée d'invasion beaucoup plus puissante. Et l'on sait ce que cela signifie si, de

part ou d'autre, on tente un coup de main ...

J'ai pu voir une partie de cette petite armée ce 21 juillet, à l'occasion de la fête nationale, quand le roi Albert l'a passée en revue à Bruxelles. J'ai pu apprécier leurs conditions de résistance et leur habileté lors des grandes manoeuvres dans la région du sud-est, et j'en ai déjà parlé à l'occasion aux lecteurs (N.d.T.). Son aspect martial n'a rien à envier aux autres armées européennes, sauf peut-être à l'allemande qui, dans tous ses détails, extériorise une rigidité de mécanisme d'acier ; mais cet automatisme absolu ne constitue pas un véritable avantage, de l'avis de nombreux spécialistes, partisans d'une plus grande individualité et d'initiatives chez le soldat. Quoi qu'il en soit, les Belges ont fourni des preuves d'opportunité, de précision et d'efficacité dans leurs mouvements, et d'une grande résistance à la fatigue. Ce dernier élément n'a pas manqué de soulever des

protestations dans certains journaux, qui s'apitoyaient sur les traînards rompus de fatigue à mi-chemin (dont le nombre fut relativement réduit malgré le relief à aspérités des Ardennes. Le fantôme même de la guerre, en n'étant qu'une ombre, est déjà cruel. Quelle ne sera pas la réalité !

Ces préparatifs ne sont, malheureusement, ni prématurés ni vains, et tout le monde le comprend ainsi dans ce petit pays, jaloux plus que tout autre de son indépendance. Les socialistes eux-mêmes ont manifesté une simple opposition de forme aux crédits militaires, cédant au vieux sophisme que les circonstances maintiennent dans la catégorie usurpée d'axiome : « *si vis pacem, para bellum* » ... Comme si, avec un peu de bonne foi, il n'était pas possible de déposer les armes, comme les hommes déposent le couteau et le revolver dans les sociétés civilisées.

Et ces préparatifs ne sont pas vains parce que, si

une guerre éclate, il sera très difficile sinon impossible que le territoire belge puisse rester à l'écart, d'autant plus que ce sont les mêmes nations qui entreront en jeu (et pas d'autres) et qui garantissent sa neutralité. C'est la crainte des bons patriotes et peut-être la grave crise ne serait-elle qu'un symptôme que l'on traverse une période difficile – si ce symptôme ne se généralisait pas au monde entier –, crise que *Le Soir* signalait, en disant il y a quelques jours :

"Les mines de houille diminuent leur production et les salaires. La métallurgie ne peut livrer ses produits aux prix offerts et certains établissements ne travaillent plus cinq mais quatre jours par semaine. Le trafic du port d'Anvers reste stationnaire mais a tendance à se réduire. Les grands magasins reconnaissent une baisse de leur chiffre d'affaires et cela se traduit en liquidations. Dans le monde des travailleurs, les

plaintes sont encore beaucoup plus graves. Tout augmente de prix : les loyers, les vêtements, les aliments, tandis que le chômage s'aggrave et que les salaires baissent. C'est la misère !"

Je crois que mon honoré confrère exagère un peu, car on ne voit pas des signes certains de cette misère, même si on remarque partout un malaise croissant avec la menace d'un probable rude hiver ; mais les symptômes, bien qu'ils soient universels (et surtout parce qu'ils sont universel) sont plus graves et incitent au pessimisme ...

Je signalerai ici, entre parenthèses, un fait curieux et désagréable pour nous (les Argentins) : quand l'on parle en Europe de la crise que traverse la République argentine, l'on fait comme s'il s'agissait d'une chose très spéciale et très caractéristique, étrangère à la crise dont on souffre partout. Personne ne pense même que la situation d'Europe aurait pu

exercer une influence sur elle, tout comme l'immense retrait de fonds qu'ont opéré récemment les capitalistes du monde entier, aggravant encore plus cette situation. La revue boursière de Dumay, Lonmitz et Cie., de Bruxelles, publiait le 18 juillet que les actions de la *Argentine Railway*, à elles seules, ont fait perdre 64.650.000 francs à l'épargne belge ; et, si ici en Belgique, on ne vend pas au détail ce genre de publications, dans d'autres pays et, particulièrement en France, elles constituent le pain quotidien.

*

Les relations diplomatiques étant rompues entre l'Autriche et la Serbie – qui n'a pas pu accepter les ignominieuses conditions qu'on lui imposait –, les perspectives d'une guerre ont crû dès ce soir, et l'attitude du peuple russe à Saint-Pétersbourg démontre qu'il sera quasi impossible de localiser cette guerre. L'enthousiasme d'une foule considérable de

gens, qui ont manifesté ce soir à Berlin contre la Serbie et en faveur de l'Autriche, est également un signal menaçant. La France et l'Angleterre semblent, pour le moment, tranquilles en ce qui concerne l'élément populaire, mais des manifestations ne manqueront pas d'être organisées dès que les événements prendront un tournant décisif et il est vrai que, ce matin, l'armée austro-hongroise s'est mise en mouvement en direction de la Serbie. Il ne peut naître de tout cela que des conflits, surtout après que la diplomatie, désorientée, a frappé un coup dans l'eau en demandant inutilement à l'Autriche de proroger le délai pour la réponse de la Serbie.

La Belgique, dans l'intervalle, ne peut ni ne doit faire autre chose que se maintenir dans l'expectative ; et les nombreux correspondants des principaux journaux de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie et de Russie – qui habitent à

Bruxelles –, n'ont, pour le moment, rien à faire car, depuis une semaine toute la vie européenne semble se concentrer d'abord sur Paris (affaire Caillaux), ensuite sur l'Autriche et, enfin, sur les puissances des deux *triples* (**N. d. T.** : *Triple Entente* et *Triple Alliance*), de telle sorte qu'il serait illusoire de vouloir intéresser qui que ce soit à ce qui se passe ici. Mais il y a tous ceux – et ce sont, en majorité, des hommes bien préparés et des écrivains de talent – qui apparaissent plus graves et plus préoccupés que d'habitude, comme s'ils se préparaient d'avance à une tâche aussi importante qu'ardue. J'ai, il n'y a pas longtemps, eu l'occasion de parler avec l'un d'eux qui, en plus de journaliste, est un avocat distingué, et la conversation aborda le rare élément de chronique intéressant que fournit la Belgique, alors qu'elle en offre en abondance à celui qui s'occupe d'études sociales et de coutumes.

- *Pourtant – me dit-il –, c'est un grand centre d'information.*

- *On ne dirait pas.*

- *Mais elle (Bruxelles) l'est, même s'il n'y paraît pas : si pas journalistique, d'un autre genre. Je crois pouvoir affirmer qu'il y a ici plus d'agences clandestines d'information pour les gouvernements que dans beaucoup d'autres villes, apparemment plus intéressantes du point de vue politique. Nous les ignorons, mais elles existent ; et nous les ignorons surtout parce qu'elles ne s'occupent pas de ce qui se passe ici, mais plutôt en France, en Allemagne et en Angleterre, et, contrairement à nous, elles ne rendent pas publiques leurs observations. Elles ne travaillent pas pour le compte des journaux mais pour le compte des chancelleries et des états-majors. La situation géographique et la position politique de la Belgique en font un point de vue admirable, dans une*

sorte de tour de guet qui domine une étendue très large ... internationale. Je crois que la police a connaissance de leur existence, et ne manque pas de les surveiller, mais le public les ignore ; et, comme elles n'exercent pas leur action ici, on ne peut faire, sinon confidentiellement. Quand la guerre éclatera, il est fort probable que nous en découvrirons l'une ou l'autre dans toute leur nudité.

- Mais vous croyez que la guerre éclatera ?

- Rien n'est plus probable.

- La France se déclare mal préparée.

- En 1870, en revanche, elle disait qu'il ne lui manquait même pas un bouton de guêtre. C'était du bluff alors ; maintenant c'est leur manque de préparation qui est du bluff.

- L'Allemagne ne semble pas disposée à faire le premier pas.

- Il est possible que personne ne le fasse cette fois,

en apparence du moins. Il est très facile d'utiliser indirectement un événement quelconque, en le faisant apparaître comme fortuit et fatal, pour provoquer l'inévitable.

- Mais quel intérêt peut-elle avoir à une guerre ?

- Un intérêt de vie ou de mort. Les grandes puissances no peuvent pas continuer à se suicider lentement par asphyxie, sans espoir de salut, alors qu'il leur reste encore une probabilité de supprimer l'ennemi et de respirer dès lors à leur aise.

Je rapporte pour ce qu'elles valent les opinions de mon honoré confrère, que les événements récents semblent confirmer. Je crois, moi aussi, que beaucoup d'agents secrets de renseignement ont établi leur camp à Bruxelles depuis longtemps. Je crains, comme je l'ai dit, que la guerre soit proche parce que, depuis Agadir, on n'a pas traversé des moments plus difficiles. Mais j'ai encore l'espoir que triomphe le bon

sens. Le triomphe du bon sens ne consisterait pas seulement à éviter la guerre mais également à limiter les budgets militaires, ce qui mettrait fin à la crise, non seulement en raison de l'économie que cela engendrerait mais aussi, et surtout, pour la confiance en la paix qu'il susciterait dans le monde entier.

Roberto J. Payró

Copyright, 2014 : Bernard GOORDEN, pour la traduction française

PAYRO ; « *Cartas informativas (57) : Amenazas* », in **LA NACION** ; 19/08/1914.

N. d. T. :

Procès d'Henriette CAILLAUX, voir :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Henriette_Caillaux

<http://philippepoisson-hotmail.com.over-blog.com/article-36149986.html>

PAYRO ; « *Cartas informativas (23) : Temor de la guerra* », in LA NACION ; 21/11/1912.

PAYRO ; « *Cartas informativas (25) : Guerra a la guerra* », in LA NACION ; 11/12/1912.